

LE GOUVERNEMENT A ÉTÉ VAINCU...

Les derniers jours de la grève laisseront dans l'esprit de beaucoup de mutants syndicalistes un mélange de joie et d'amertume.

La joie de savoir que le gouvernement avait été vaincu. L'amertume de voir quelques-uns de ces mineurs, qui avaient été si courageux pendant toute la grève, se laisser prendre au piège savamment tendu par le gouvernement (1).

Pourtant la victoire est incontestable quoi qu'en disent certains journalistes qui prétendent que la grève n'a fait ni vainqueurs ni vaincus.

Le vaincu en cette occasion c'est l'autorité du pouvoir, qui avait pourtant tout fait pour briser la grève des «gueules noires».

Certes, cela n'a pas été comme en 1936, la victoire d'une classe ouvrière qui n'avait rien et qui a obtenu la réalisation de beaucoup de ses revendications; 1936 ne connaissait pas un pouvoir qui s'apparente plus à une dictature qu'à une démocratie. Si la victoire de 1936 a été relativement facile, celle de 1963 a été la conclusion d'un combat que les mineurs ont mené pendant 35 jours et qui n'était pas exempt de périls.

Quels sont donc les résultats obtenus qui peuvent justifier la victoire des mineurs?

Je ne veux pas parler des points d'accord qui ont été publiés par la grande presse, mais des points qui justement ont été passés sous silence par cette même presse.

Voici l'un des plus importants points de l'accord:

Article 5: Avenir de la profession minière. Une table ronde se réunira, dès qu'une activité normale sera constatée dans l'ensemble des houillères en vue d'étudier les problèmes de l'avenir du charbon, de l'avenir de la profession houillère et des régions minières ainsi que les problèmes de la reconversion.

Je parle de cet article avant les autres pour mieux faire comprendre le reste de l'accord.

En effet, l'article 3 traitant du régime des congés dit: «Tous les agents des houillères bénéficieront dès l'année 1963, d'un congé représentant au minimum 2 jours par mois de travail ou cours de la période de référence. Le régime définitif et les modalités d'application, seront discutés au cours des réunions de la table ronde».

Pour ceux qui ne connaissent pas le métier de mineur il faut dire que le *Statut du Mineur* dans son article 20 précisait avant 1957:

Un jour de congé par mois de travail effectif ou de congé. Une majoration d'ancienneté pouvant aller jusqu'à un maximum de douze jours de congé pour 10 années de présence à la mine.

Ce qui veut dire que les mineurs ayant au moins dix ans de service avaient déjà depuis 1946 les quatre semaines de congé et lorsque en 1957 la troisième semaine de congé fut accordée à l'ensemble des travailleurs, les mineurs perdirent une semaine de congé d'ancienneté. Il ne fallait pas qu'en 1963 à l'occasion de l'octroi de la quatrième semaine de congé les mineurs perdent la totalité de l'ancienneté.

C'est pourquoi l'accord prévoit la discussion des modalités des congés d'ancienneté.

(1) Voir l'article du même auteur dans la même édition: «*Briser les syndicats*».

L'article quatre porte sur la *Durée du travail*. Des discussions sur la durée du travail seront ouvertes dans le cadre des réunions prévues à l'article 5.

D'autres paragraphes prévoient la discussion sur la garantie des salaires.

Qu'importe en effet d'obtenir une augmentation importante des salaires, si l'on ne peut par la suite garantir le pouvoir d'achat de ces salaires.

A la première augmentation des prix, les salaires se verraient amenuisés d'autant, et c'est pour cela que je pense que ce n'est pas une augmentation quelconque du salaire qui est le plus important, mais la garantie que ce salaire ne pourra être faussé par les fluctuations des prix.

Il ne faut pas oublier que le premier souci du gouvernement gaulliste a été de supprimer l'indexation des salaires sur les prix (article 12 du Statut).

Cet article 12 il faut le rétablir et cela se fera au cours des discussions qui auront lieu dans un avenir très proche.

D'autre part, combien de fois a-t-on entendu au cours de la grève que le charbon américain pouvait venir à Merlebach à un prix inférieur à celui extrait en Lorraine.

Ne devons-nous pas nous défendre contre une telle éventualité et comment le faire si les accords ne prévoyaient pas:

- 1- L'avenir de la profession minière.
- 2- Une politique énergétique propre à assurer l'écoulement des tonnages produits.
- 3- L'étude des moyens qui permettront l'allègement des charges sociales supportées par les houillères.
- 4- Le transfert de charges du budget des Charbonnages au budget de l'État (Rapport Massé).

C'est de tout cela que l'on n'a pas parlé et que le gouvernement ne voulait pas donner le 24 mars.

Tout ce qui vient d'être écrit ci-dessus n'a pas été porté à la connaissance de l'ensemble des mineurs et pourtant c'est de loin le plus important des accords Charbonnages-Syndicats.

Et tout ce qui s'est passé dans les régions minières et en particulier à Lens, fait partie de l'offensive gouvernementale contre les syndicats (1).

Émile-Philippe MENU
Délégué mineur du Syndicat Force Ouvrière.
